

# repoussent les limites

Cela augure qu'au pays du jasmin, l'impunité n'est plus de mise au nom de n'importe quelle raison, culturelle, sociale, économique, religieuse, morale et autres arrangements tribaux, familiaux, coutumiers, comme aussi les codes normatifs sociaux, faits d'avis de chefs de groupe, de leaders traditionnels, qui légitiment des atteintes à l'intégrité morale et physique et à la dignité des êtres humains.

Ainsi, et même si cette nouvelle loi tunisienne met en place des mécanismes de prise en charge des victimes, en prévoyant des programmes de formation et des lieux d'information, pour détecter, évaluer et prévenir la violence à l'égard des femmes. Comme l'institution d'organismes fournissant l'assistance juridique, médicale et psychologique aux rescapées de violences familiales.

Cette loi institue également une police spécialisée pour recevoir les plaintes des victimes et les prendre en charge. Ses points déterminants demeurent incontestablement le fait que dès son entrée en vigueur, le retrait de la plainte n'arrête plus les poursuites quand il s'agit de violences faites aux femmes. Comme elle prévoit pareillement que désormais, la notion de viol concerne aussi bien les filles que les garçons.

La peine encourue par le violeur n'est plus la peine de mort, mais la prison à vie. Et pour une première dans l'histoire judiciaire du pays, l'inceste est nommé-

ment désigné, mettant ainsi fin aux euphémismes mystificateurs d'antan. Et de l'avis d'observateurs avisés, la plus grande innovation qu'introduit cette loi, c'est l'abrogation de l'article 227 bis du code pénal.

Les dispositions de ce dernier permettaient naguère à un violeur d'échapper aux poursuites judiciaires, s'il consentait à épouser sa victime mineure.

Enfin, la loi pénalise désormais le

***Au pays du jasmin, l'impunité n'est plus de mise au nom de n'importe quelle raison, culturelle, sociale, économique, religieuse, morale et autres arrangements tribaux, familiaux, coutumiers, comme aussi les codes normatifs sociaux.***

harcèlement sexuel dans les lieux publics, l'emploi d'enfants comme employés domestiques, et prévoit des amendes pour les employeurs qui discriminent intentionnellement les femmes au niveau des salaires. Toutefois, au-delà de l'intérêt certain que représente l'existence de cette loi, puisqu'il subsiste et persiste tellement de violences faites aux femmes, comme les mutilations, les crimes d'honneur impunis, la violence conjugale, l'aspersion d'acide ou vitriolage des corps des femmes, etc. Est-il pour autant recherché comme ultime résultat de tout judiciaire pour venir à

bout de tous les problèmes liés aux violences faites aux femmes ?

Faudrait-il passer, à plus forte raison, par le juge et par le gendarme pour que les femmes vivent normalement loin de toutes les angoisses et se sentent sécurisées dans leur quotidien ? Ce serait trop beau, facile et cela se saurait, si en cela résidait la solution.

Est-il, par ailleurs, inscrit quelque part que naître femme en terre islamique est

nent plus aux gosses de dire : «El Mra, hachek» — la femme sauf votre respect — et qu'ils ne fassent plus offense à leurs mères en les traitant d'el walida, l'anonyme génitrice, étalant une pudicité de reniement.

Et qu'au sortir de cette interaction pédagogique triangulaire, qui sera bien sûr mise en forme par des spécialistes et des experts, les hommes auront appris à être capables de retenue.

Et les femmes à avoir de la considération pour pareille attitude faite de respect. Ambitieux projet et énorme chantier. Le mal, dit-on, est dans les yeux de celui qui regarde.

Sauf que le regard ne peut en aucun cas être punissable, d'où l'inutilité de la préconisation du tout-répressif. En conclusion, à tous, disons que les femmes, leur liberté, leur indépendance et leur autonomie ne sont une menace pour personne.

Les femmes sont la moitié de l'humanité qui a mis au monde l'autre moitié qui feint ne pas la voir.

A. L.

## RÉFÉRENCES :

- 1) Mohamed Charfi, «Islam et liberté», éd. Albin Michel 1998, P.72 et 73.
- 2) Jacques Attali, *La Confrérie des éveillés*, éd. Fayard 2004.
- 3) Tahar Haddad, «Notre femme, la législation islamique et la société», éd. Anep, 2005, P. 61 et 62 et 73.